



Renforcer les moyens de subsistance en milieu rural face à l'urbanisation rapide en Afrique

Briefing de Bruxelles sur le développement n°48

Bruxelles, le 20 mars 2017

Le 20 mars 2017, le CTA a organisé le 48e Briefing de Bruxelles sur le développement, dans le cadre d'une série de Briefings bimestriels sur le développement portant sur des questions agricoles et de développement rural ACP-UE. À cette occasion, près de 150 participants se sont réunis à Bruxelles pour discuter des liens entre les zones rurales et les zones urbaines et les possibilités offertes par ces liens pour une transformation rurale inclusive et la création d'emplois pour les jeunes.

Renforcer les moyens de subsistance en milieu rural face à l'urbanisation rapide en Afrique

Ce Briefing a examiné et encouragé de nouvelles possibilités de génération de revenus dans les systèmes alimentaires suite à l'évolution des habitudes de consommation en milieu urbain. Il a passé en revue des approches efficaces d'investissement dans les villes intermédiaires et de développement de plateformes pour la croissance économique et la fourniture de services en milieu rural. Des exemples d'approches axées sur la valeur ajoutée de l'agriculture et l'attrait de ce secteur pour les jeunes, susceptibles d'être diffusées à plus grande échelle, ont été présentées. D'autres études de cas concernaient des partenariats public-privé créateurs d'emplois dans l'économie non-agricole.

Partenaires représentés lors du Briefing :

- CTA
- ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), Agence allemande de développement (GIZ)
- Commission européenne (DG DEVCO)
- Secrétariat ACP
- CONCORD

Pour en savoir plus sur les Briefings de Bruxelles sur le développement, visitez <https://bruxellesbriefings.net>



Isolina Boto



Olusola Ojo



Annelene Bremer

Isolina Boto, directrice du Bureau du CTA à Bruxelles et coordinatrice des Briefings de Bruxelles,

organisés par le CTA en coopération avec la DG DEVCO de la Commission européenne, le Groupe ACP et Concord, a présenté ce Briefing, le 48e d'une série de Briefings organisés tous les deux mois depuis 2007. Elle a souhaité la bienvenue au BMZ et à la GIZ, co-organisateurs de l'événement, et a commencé par rappeler l'importance accordée à ce thème par la présidence allemande du G20. Elle a souligné l'actualité et la pertinence de ce thème qui couvre plusieurs des dimensions nécessaires à la transformation rurale du continent africain. L'urbanisation pourrait offrir de nouvelles possibilités de retenir ou d'attirer les femmes et les jeunes dans des segments plus rémunérateurs de la chaîne de valeur et de relever le défi de la migration.

Le Briefing a été inauguré par **Olusola Ojo, expert du développement rural au sein du Secrétariat ACP**. Il a passé en revue les tendances et les derniers chiffres de la croissance démographique

en Afrique suite à l'exode rural ainsi que les défis ruraux qui doivent encore être relevés. Il a insisté sur la nécessité de faire le lien entre ce changement démographique et les populations rurales actives dans le secteur de l'agriculture, dont les moyens d'existence dépendent des activités rurales. Le continent africain compte un pourcentage très élevé de jeunes – la catégorie d'âge la plus productive – sans emploi ou travaillant dans l'économie informelle. Il y a donc lieu d'investir dans l'emploi en milieu rural mais aussi dans les zones non-rurales. M. Ojo a recommandé la création de villes productives pour lutter contre la pauvreté urbaine et les bidonvilles, la mobilisation d'investissements dans le développement rural et la promotion de l'adaptation au changement climatique dans les zones rurales.

Pour **Annelene Bremer, expert principal des politiques, développement rural, droits fonciers, foresterie - BMZ (ministère fédéral allemand à la coopération économique et au développement)**, la transformation rurale et les moyens



Michael Hailu



Steve Wiggins

d'existence en milieu rural sont des défis majeurs, en particulier dans le contexte du développement inégal entre les zones rurales et les zones urbaines. Les petites et moyennes villes doivent bénéficier d'un soutien leur permettant de devenir des plateformes de services ruraux. L'agriculture restera un secteur clé pour la transformation des zones rurales en Afrique, tout en offrant un potentiel pour des activités économiques non-agricoles. À travers l'initiative « One World, No Hunger », le BMZ donne la priorité au développement rural et s'emploie à soutenir l'agriculture dans les pays partenaires afin de créer des emplois dans le secteur agricole et les secteurs non-agricoles. Dans cette optique, la présidence allemande du G20 proposera une initiative axée sur l'emploi des jeunes dans les zones rurales et sur l'innovation agricole - deux objectifs clés du groupe de travail du G20 sur le développement. Le BMZ a également lancé une consultation publique sur une charte pour le développement rural (« Charte de Berlin », qui sera finalisée en avril.

Michael Hailu, directeur du CTA,

a terminé cette présentation introductive en insistant sur l'importance des liens ruraux-urbains pour la transformation agricole, en particulier la nécessité d'une transformation inclusive. Il a également insisté sur la nécessité de déployer des instruments de politique appropriés et de rapprocher les acteurs du secteur public et privé, notamment dans les domaines des

infrastructures et du développement, en évoquant, à titre d'exemple, les parcs agroindustriels en Éthiopie. Il a également ajouté que les expériences des pays et de régions situées en-dehors du continent africain pourraient se révéler précieuses, en particulier celles menées en Amérique latine et en Asie, dont les responsables politiques pourraient tirer d'importants enseignements. Les nouvelles opportunités offertes par les TIC et la diffusion des approches prometteuses et des enseignements issus de ce Briefing font partie des pistes pour relever le défi de la création de perspectives pour les jeunes ainsi que la création d'emplois et de services dans les zones rurales.

Panel 1: Les possibilités offertes par le renforcement des liens entre zones rurales et urbaines pour la transformation rurale et la création d'emplois

Le premier panel a examiné les possibilités offertes par le renforcement des liens entre zones rurales et urbaines pour la transformation rurale et la création d'emplois. Il était présidé par **Michael Hailu**.

Steve Wiggins, chercheur principal à l'Overseas Development Institute (ODI) a présenté l'état des lieux et

les implications des liens ruraux-urbains pour l'économie rurale. La proximité avec les villes et la création de liens plus étroits avec les zones urbaines ont pour effets de réduire les frais de transport et d'améliorer l'accès aux marchés et aux services, ce qui se traduit, pour les petits agriculteurs, par une diminution des coûts de production et un prix de vente plus élevé. Le développement agricole s'en trouve également stimulé. Les ménages des zones rurales bénéficient aussi des opportunités ainsi créées dans l'économie non-agricole, par exemple dans le secteur des services et des loisirs, avec, à la clé, une diversification et une amélioration de leurs revenus. Globalement, l'impact de ces liens renforcés se situe au niveau de l'économie non-agricole, qui bénéficie d'un coup de pouce. Steve Wiggins a présenté quelques exemples de renforcement réussi des liens ruraux-urbains en Inde. Ces initiatives fournissent des données empiriques sur la façon dont le travail et les salaires des populations villageoises ont profité du rapprochement avec les villes, notamment grâce au coup de pouce à l'économie rurale non-agricole et au resserrement marqué des marchés de l'emploi dans les zones rurales. Un autre exemple, celui de Kigera, en Tanzanie, va dans le même sens. Lors de sa présentation, Steve Wiggins a formulé trois grandes recommandations stratégiques. Tout d'abord, les interventions nécessaires au développement des liens ruraux-urbains sont déjà en très grande partie en place, mais elles doivent

Renforcer les moyens de subsistance en milieu rural face à l'urbanisation rapide en Afrique | POINTS FORTS



Thomas Allen



Edson Mpyisi

être mises en œuvre pendant une période suffisamment longue. C'est le cas par exemple pour la construction de routes et d'infrastructures. Deuxièmement, a expliqué Steve Wiggings, il convient de réduire les dépenses publiques destinées au financement de vastes projets-phares dans les métropoles et les capitales, afin de dégager des fonds pour investir dans les villes secondaires et les agglomérations. Pour terminer, M. Wiggings a recommandé de veiller à ce que les politiques de base soient bien adaptées au contexte spécifique de chaque pays, qu'il s'agisse de développement territorial, de *clusters* industriels ou de toute autre approche.

La présentation de **Thomas Allen, du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)** avait pour thème les perspectives d'emploi dans les systèmes alimentaires d'Afrique de l'Ouest. Il a insisté sur le rythme d'urbanisation particulièrement rapide dans cette région : au cours de ces 65 dernières années, l'Afrique de l'Ouest a vu son nombre d'habitants multiplié par cinq, entraînant une redistribution spatiale de la population et une profonde transformation des économies régionales. La demande des consommateurs évolue : les citoyens consomment davantage de fruits, de légumes, de viande et de poissons, et la demande pour des produits préparés (aliments transformés) augmente elle aussi. Ces nouvelles habitudes alimentaires, déjà observées dans les villes, se diffuseront dans les zones rurales.

En 2010, cette économie alimentaire représentait 178 milliards de dollars, soit 36 % du PIB régional, ce qui fait du secteur alimentaire le secteur économique (privé) numéro un. Même si les importations augmentent, elles ne représentent que 7 % de l'économie alimentaire. En d'autres termes, les producteurs locaux et régionaux assurent 93 % de la demande alimentaire en Afrique de l'Ouest. L'économie alimentaire domestique est également 16 fois plus importante que le secteur des exportations agricoles. Selon M. Allen, c'est ce secteur qui offrira les plus formidables opportunités pour la région au cours de ces prochaines décennies : en termes de diversification économique et de valeur ajoutée, jusqu'à 40 % de la valeur du secteur alimentaire sont déjà assurés par des secteurs non-agricoles. Ce propos est illustré à l'aide d'exemples, notamment au Nigeria, où les données montrent le potentiel, en termes de possibilités d'emploi, des secteurs non-agricoles, largement commerciaux. Toutefois, en termes de nombres d'emplois absolus, l'agriculture restera le secteur numéro 1. Les défis majeurs sont ici l'accès des jeunes à ces emplois et l'intégration des agriculteurs des zones rurales (arrière-pays) aux marchés urbains, étant donné que 67 % de la demande alimentaire totale se concentre dans les zones urbaines, situées, pour la plupart, le long des côtes.

Edson Mpyisi - Banque africaine de développement (BAD), économiste agricole principal, coordinateur,

Agropôles et parcs agroindustriels - a présenté le thème des perspectives et des possibilités d'emploi pour les jeunes dans le secteur agro-industriel. Le programme phare de la BAD, *Enable Youth*, vise à faire revenir les jeunes dans le secteur agricole. Les jeunes représentent environ 40 % de la population africaine évaluée à plus d'un milliard d'habitants. Et cette population augmente encore, y compris dans les zones rurales. Selon les estimations, 10 à 11 millions de jeunes Africains rejoignent chaque année le marché de l'emploi, alors que 3 millions d'emplois seulement sont créés. Un tiers des jeunes d'Afrique sont sous-employés, sans emploi ou non-scolarisés. Cette population jeune en expansion est une réelle chance pour le développement en Afrique, une chance qui, si elle n'est pas saisie, représenterait un risque en termes de cohésion sociale, sur le continent et au-delà. Les défis, en termes d'emploi des jeunes, sont liés aux goulets d'étranglement au niveau de la demande sur le marché de l'emploi, une conséquence des politiques d'emploi et de crédit, de l'inadéquation des compétences des jeunes et de l'absence de mécanismes pour faciliter l'accès des jeunes qualifiés aux emplois disponibles. Pour relever ce défi, la BAD met en œuvre la stratégie « Des emplois pour les jeunes en Afrique », qui met l'accent sur l'agriculture, l'industrialisation et les TIC. *Enable Youth* cible quant à lui les jeunes diplômés de tous horizons, désireux de travailler dans le secteur agricole ou agroalimentaire.

Renforcer les moyens de subsistance en milieu rural face à l'urbanisation rapide en Afrique | POINTS FORTS



Petra Jacobi

Ce programme se compose de trois volets. Tout d'abord, il s'agit de créer un environnement propice à l'emploi des jeunes, en travaillant en coopération avec les gouvernements sur les politiques et en changeant la façon dont l'agriculture est perçue. Le deuxième volet met l'accent sur le soutien et le développement de l'incubation d'entreprises agroalimentaires afin d'offrir aux jeunes une formation et une expérience professionnelles ; enfin, le troisième volet est axé sur le financement de mécanismes visant à limiter les risques liés à l'octroi de prêts aux jeunes, notamment par le biais de garanties, de bonification d'intérêts et d'assurance. Trente pays ont déjà manifesté leur souhait de s'associer à ce programme, qui entend bien créer 1,5 million d'emplois dans les 5 ans. Une *success story* est venue illustrer ce qui précède, celle d'un agripreneur producteur de manioc d'Enable Youth en République démocratique du Congo, dont le chiffre d'affaires est passé de 6 000 à 10 000 euros en une semaine.

Petra Jacobi, responsable de projet à la GIZ, a présenté un exemple de coopération entre le Kenya et l'Allemagne en lien avec le thème de la transformation rurale. La transformation rurale inclusive touche à plusieurs thèmes importants, notamment le développement agricole et le développement rural, et s'intègre aussi dans celui de la transformation structurelle. Le portefeuille de projets de la GIZ à l'Ouest du

Kenya couvre de nombreux aspects de la transformation rurale : politiques, environnement, sécurité alimentaire, formation, financement, infrastructures, marchés et irrigations. Par ailleurs, les « Centres d'innovation verte » de One World – No Hunger mettent l'accent sur le développement de la chaîne de valeur par le biais d'activités axées sur le soutien logistique, le développement des marchés, le développement des compétences, le financement et l'innovation qui renforcent les organisations agricoles et les capacités des coopératives. Cette approche a été illustrée par un projet de la filière des produits laitiers, plus précisément de refroidissement du lait par énergie solaire. Le projet intègre des solutions fondées sur les énergies durables, à savoir l'énergie solaire et la biomasse. Le lait est surtout vendu pour répondre à la demande des comtés des zones rurales et seuls les surplus, une fois transformés, sont vendus dans les agglomérations urbaines. Le projet favorise ainsi la production de quantités plus importantes de lait, et la création d'emplois et de revenus. En termes de politique, le « Développement des capacités institutionnelles du gouvernement du comté » soutient la stratégie kenyane de décentralisation, dont un volet clé est la « localisation » de la politique agricole nationale, et la fourniture de services améliorés. Enfin, le projet de formation agricole technique et professionnelle (A-TVET), mis en œuvre au titre du programme régional PDDAA, a également été présenté. Petra Jacobi

a estimé que les acteurs doivent mettre en œuvre une approche plus inclusive, qui reconnaît que des politiques plus cohérentes et des partenariats public-privé renforcés réduisent le clivage entre zones rurales et urbaines. Elle a terminé sa présentation en arguant en faveur d'une approche territoriale pour la transformation rurale et en insistant sur la nécessité de ne pas limiter les actions au seul secteur de l'agriculture.

La séance de questions et réponses

a permis de soulever quelques questions clés en rapport avec la dynamique rurale-urbaine. Ces questions ont porté sur divers aspects: les difficultés rencontrées par les femmes pour accéder au secteur formel de l'emploi, l'exode rural, la transformation des produits agroalimentaires dans les zones rurales et la capacité de stockage dans ces zones, les nouvelles innovations dans le domaine de l'éducation et de la gouvernance, en particulier grâce à l'utilisation des nouvelles technologies, la nécessité de mieux intégrer les petits producteurs dans les chaînes de valeur rurales-urbaines, et la promotion de l'intérêt des jeunes pour l'agriculture dès l'âge scolaire. **Steve Wiggins** a souligné la nécessité de resserrer le marché de l'emploi dans les zones rurales, une mesure qui permet de promouvoir l'inclusivité (agriculture et économie rurale non-agricole) et le fait que le secteur public doit continuer à mettre en œuvre des politiques appropriées.

Renforcer les moyens de subsistance en milieu rural face à l'urbanisation rapide en Afrique | POINTS FORTS



H.E. Mr Amadou Diop



Denis Pesche



Nono Dimakatso Sekhoto

Toutefois, l'accès au financement reste problématique dans les zones rurales, et les initiatives qui ont porté leurs fruits doivent donc être diffusées, car elles sont riches d'enseignements. Évoquant le soutien aux travailleurs du secteur informel, **Thomas Allen** a mis en avant des exemples d'initiatives prometteuses menées au Pérou, qui permettent notamment à des entreprises informelles de présenter des offres dans le cadre de marchés de services alimentaires. Toutefois, en ce qui concerne la transformation des produits agroalimentaires dans les zones rurales, les données sur les sites de transformation agroalimentaire en Afrique de l'Ouest sont insuffisantes. **Edson Mpyisi** a expliqué aux participants que la BAD mise également sur les parcs agroindustriels - ou agropôles - pour développer des *clusters* agricoles intégrant à la fois les processus de production et de transformation, comme c'est le cas en Éthiopie. La BAD mise également sur l'utilisation des TIC pour toucher les jeunes, une catégorie d'âge qui utilise internet et les nouvelles technologies pour acquérir des compétences, développer leurs réseaux et accéder aux marchés.

Panel 2: Créer des perspectives pour les jeunes en milieu rural dans le cadre de la transformation des systèmes alimentaires

Le second panel - Créer des perspectives pour les jeunes en milieu rural dans le cadre de la transformation des systèmes alimentaires - était présidé par **l'Ambassadeur du Sénégal auprès de l'UE, S.E. Monsieur Amadou Diop**.

Denis Pesche, chercheur au CIRAD, a présenté des exemples d'initiatives de promotion de l'emploi par le développement territorial, conçues sur la base d'études sur le développement en Afrique. Si tous les continents seront confrontés à un déclin démographique au cours des quarante prochaines années, ce ne sera pas le cas de l'Afrique, bien au contraire, et cette tendance se poursuivra même jusqu'en 2040 environ dans les zones rurales du continent. La main-d'œuvre agricole est extrêmement diversifiée en Afrique ; elle est nettement plus importante en Afrique de l'Ouest et de l'Est qu'en l'Afrique septentrionale et dans le nord du continent. L'Afrique est confrontée au défi majeur d'une transition économique et démographique incomplètes : le rythme de l'industrialisation reste inférieur au rythme de l'urbanisation, et il en va de même pour la croissance démographique. Cette tendance explique les possibilités limitées de diversification économique et les niveaux élevés d'emplois informels. Les villes secondaires sont appelées à jouer un rôle clé, à condition toutefois que les politiques cessent de donner la priorité aux grands villes et capitales au rythme de croissance proche de celui des lions d'Afrique. Deux

études de cas ont permis de mettre en avant deux approches différentes de création d'emplois dans les zones rurales. À Ségou, au Mali, la création d'emplois s'est davantage concentrée dans le secteur des services que dans celui de l'agriculture - une tendance qui reflète la migration circulaire des zones rurales vers les villes. Dans le delta du fleuve Sénégal, deux entreprises agroalimentaires ont mis en œuvre deux approches différentes de création d'emplois, dont des enseignements peuvent être tirés. Senhuile, qui produit du maïs, du riz et du soja, se caractérise par un degré élevé de mécanisation, mais ses 180 emplois se concentrent non pas dans le secteur agricole mais dans celui de la sécurité et d'autres services. WAF (West Africa Foods) produit quant à elle des légumes destinés à l'exportation, un modèle qui a permis de créer davantage d'emplois dans le secteur agricole local.

Nono Dimakatso Sekhoto a évoqué les possibilités offertes aux jeunes entrepreneurs actifs sur les marchés urbains ou semi-urbains sur base de son expérience auprès de l'Association des agriculteurs d'Afrique du Sud (African Farmers' Association of South Africa, AFASA). Elle a mis à profit son expérience dans le secteur des services financiers pour se lancer dans l'agriprenariat et développer l'exploitation achetée par son père. Un défi majeur est lié au fait que les jeunes ne sont pas conscients des possibilités d'emploi dans le secteur agricole, et qu'ils ne sont

Renforcer les moyens de subsistance en milieu rural face à l'urbanisation rapide en Afrique | POINTS FORTS



Omar Ouedraogo

pas prêts à les saisir, même lorsqu'ils sont éduqués, qu'ils maîtrisent les technologies et qu'ils ont accès aux terres. Alors que l'agriculture est déjà bien développée en Afrique du Sud, les jeunes noirs éduqués qui souhaitent se lancer dans ce secteur restent confrontés à de nombreux obstacles. Pour y remédier, le gouvernement a introduit des politiques, mais leur mise en œuvre doit être mieux ajustée. Ces politiques s'articulent autour de deux volets clés : offrir au secteur privé des incitants à l'embauche de jeunes noirs et, d'autre part, maximaliser l'utilisation des nouvelles exploitations créées suite à la redistribution de terres. Nono Dimakatso a ainsi développé l'entreprise GrowthShoot pour mobiliser les jeunes et les aider à avoir accès à ces nouvelles opportunités et à les exploiter avec succès. Elle a travaillé ici avec les membres de l'AFASA. GrowthShoot identifie des produits agricoles pour lesquels une demande existe, sélectionne des jeunes agriculteurs désireux de travailler dans ce secteur et développe ensuite des programmes pour remédier au déficit de compétences, de financement, de ressources et d'accompagnement et à l'insuffisance d'autres ressources, intrants ou services. Le but est ici de faciliter l'intégration des jeunes bénéficiaires dans la chaîne de valeur. Deux exemples ont permis d'illustrer cette approche : le projet Rabbit Farming, qui a notamment pour partenaires SAB et Coniglio, et le projet Young Farmers Potato Planting, mené en partenariat avec

McCain, l'ABSA, John Deere et NULANDIS, entre autres. L'AFASA travaille également en partenariat avec Standard Bank, qui permet aux jeunes agriculteurs d'accéder, par le biais d'un appel compétitif, à un programme de mentorat. Ce programme leur permet de développer leurs compétences entrepreneuriales et d'avoir ensuite accès à un financement et à un soutien à la mise en œuvre.

La dernière présentation a été confiée à **Omar Ouedraogo, de la Fédération des Professionnels agricoles du Burkina (FEPAB)**, un réseau de 241 261 producteurs burkinabés. Ce réseau est né de la nécessité d'améliorer la qualité des produits agricoles afin répondre aux attentes des consommateurs urbains, de plus en plus nombreux. La FEPAB produit, transforme et commercialise du maïs, sa principale production, ainsi que du niébé et des produits forestiers non-ligneux, et travaille en coopération avec des partenaires nationaux et internationaux. Les efforts de la FEPAB se sont surtout concentrés sur les investissements dans des machines et des équipements qui permettent de résoudre le problème des pertes post-récolte, et sur le développement de produits artisanaux et semi-industriels, notamment la semoule et la farine de maïs, un travail qui occupe surtout des femmes et des jeunes. La FEPAB s'appuie sur un réseau de 49 magasins et utilise trois circuits de distribution : la vente directe de détail aux consommateurs, les ventes institutionnelles au

gouvernement national et au PAM (programmes de stockage alimentaire), et la vente en gros aux négociants et aux grandes usines de transformation (meuneries et brasseries). Grâce à cette approche, la FEPAB a pu accéder aux marchés lucratifs des consommateurs urbains, traditionnellement dominés par les produits d'importation – pâtes, riz et blé. Le secteur privé s'est avéré être un marché plus sûr et les consommateurs ont réagi très favorablement à la qualité améliorée des produits de la FEPAB. Ces efforts ont permis à la fédération de réaliser un chiffre d'affaires de 262 millions de CFA en 2015 et de créer des possibilités d'emploi pour les jeunes et les femmes des zones urbaines et rurales. Alors qu'elle s'emploie à développer ses activités, la FEPAB doit faire face à des défis majeurs, notamment le coût de son post-équipement, ce qui l'a amenée à développer un système de mise en commun des machines et des équipements pour ses membres. La FEPAB s'attaque également aux difficultés de commercialisation en organisant des formations et s'emploie également à nouer des liens avec des banques commerciales pour résoudre le problème du manque de financement. Enfin, comme la production reste supérieure à la demande locale et aux capacités de stockage, la FEPAB se tourne à présent vers les marchés sous-régionaux (Niger, Ghana et Mali) qui se sont déclarés intéressés par les produits à base de maïs.

Renforcer les moyens de subsistance en milieu rural face à l'urbanisation rapide en Afrique | POINTS FORTS

Lors de **la séance de questions et réponses** à l'issue du second panel, les participants ont émis des remarques et posé des questions sur l'accès au financement et le soutien aux petits producteurs et aux exploitations familiales et déploré l'absence de grandes exploitations qui pourraient attirer les jeunes dans le secteur agricole. D'autres questions ont concerné la capacité actuelle de transformation dans les zones rurales, la disponibilité de machines et de technologies agricoles appropriées, et la nécessité d'associer plus de jeunes dans les forums et les débats sur l'agriculture. Pour terminer, trois questions ont été posées aux orateurs : le fait de travailler en partenariat avec de grands partenaires commerciaux les a-t-il aidés à avoir accès au financement ? Quel est l'impact, au niveau local, du développement de l'agribusiness en Afrique de l'Ouest ? La FEPAB envisage-t-elle de développer de nouveaux produits pour les marchés régionaux ? **Omar Ouedraogo** a fait remarquer que si le micro-financement a des avantages – des taux peu élevés – il a pour inconvénient de plafonner le montant des prêts. Par ailleurs, les banques commerciales exigent des garanties que la FEPAB ne peut leur donner,

et pratiquent des taux élevés, raison pour laquelle la FEPAB plaide en faveur de la création d'une banque agricole nationale. Les produits qu'elle commercialise répondent en grande partie à la demande du marché. **Denis Pesche** a déploré l'insuffisance de données sur les investissements domestiques dans l'agribusiness, d'où la nécessité selon lui de recherches complémentaires. **Nono Dimakatso Sekhoto** a confirmé que ses liens avec de grosses entreprises du secteur privé l'ont aidée à accéder au financement, mais que cela a nécessité un travail initial de terrain de sensibilisation des investisseurs au secteur, avant de pouvoir disposer des crédits. Au fil du travail de sensibilisation, un grand nombre d'investisseurs et d'entreprises l'ont contactée directement, se déclarant intéressés par des partenariats. S'agissant du secteur de la transformation alimentaire en Afrique de l'Ouest, Thomas Allen a expliqué que celui-ci s'est développé pendant la période de référence et que cette tendance se poursuivra. Toutefois, pour évaluer l'impact du secteur sur les zones rurales, il convient de réunir davantage de données et de mener de nouvelles études afin de pouvoir cartographier les activités de

transformation alimentaire, ce qui n'a pas encore été fait à ce jour.

L'Ambassadeur du Sénégal auprès de l'UE, **S.E. Monsieur Amadou Diop** a clôturé ce Briefing en rappelant que l'expansion démographique en Afrique et la mobilité entre les zones rurales et urbaines qu'elle entraîne est une réelle chance pour le secteur agricole. Pour l'exploiter pleinement, il y a lieu de professionnaliser davantage le secteur, de soutenir l'accès aux terres, de promouvoir l'innovation, d'améliorer l'accès aux marchés et aux possibilités de financement et de mettre en œuvre une approche intégrée pour que l'agriculture soit au cœur du développement et de la promotion sociale des jeunes. Il a ajouté qu'une agriculture qui soutient les femmes et les jeunes doit être au cœur du développement durable. **Michael Hailu** a ajouté que les études de cas présentées lors du Briefing ont mis en avant des approches efficaces et des enseignements utiles pour d'autres pays qui permettront de renforcer les avantages liés à l'investissement prioritaire dans l'agriculture et les zones rurales pour le développement inclusif.

Des informations plus détaillées sont accessibles en ligne :

- Briefings de Bruxelles : <https://bruxellesbriefings.net>
- À consulter : <http://bit.ly/2nBTX5g>
- Rapport préparé par Lebo Mofolo, Junior Programme Associate, and Isolina Boto, directrice du Bureau du CTA à Bruxelles.